

CONVOCATION DU CONSEIL COMMUNAL

Conformément aux articles L1122-11, L1122-12 et L1122-13 du CWADEL, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du Conseil qui aura lieu **le 7 novembre 2013** à 20 heures au Château d'Oupeye, rue du Roi Albert, 127 à 4680 OUPEYE.

L'ordre du jour de cette assemblée est reproduit ci-après.

ORDRE DU JOUR

Première convocation

SEANCE PUBLIQUE

1. SPI – Assemblée générale ordinaire du 17 décembre 2013.
2. Subsidés et primes.
3. Statut administratif du personnel communal – Amendement.
4. Règlement de travail du personnel communal - Amendement
5. Statut administratif des Directeur général, Directeur général adjoint et Directeur financier – Arrêt.
6. Statut pécuniaire des Directeur général, Directeur général adjoint et Directeur financier – Arrêt.
7. Fabrique d'église Saint-Remy d'Oupeye – Modification budgétaire n°2 de 2013 – Avis.
8. Modifications budgétaires n°2 ordinaire et extraordinaire de 2013 – Arrêt.
9. Fabriques d'églises – Budget 2014 – Avis.
10. A.S.B.L Centre Sportif Local d'Oupeye – Budget 2014 – Approbation.
11. A.S.B.L. Château d'Oupeye – Budget 2014 – Approbation.
12. Maison de la Laïcité – Budget 2014 – Approbation.
13. Paroisse Protestante de Herstal-Visé-Oupeye – Budget 2014 – Avis.
14. Régie ordinaire A.D.L. – Budget 2014 - Approbation.
15. Budget 2014 – Arrêt.
16. Fixation du montant de la dotation à la zone de police 2014.
17. Adoption de divers règlements taxes.
18. Coût vérité - Budget 2014 en matière de taxe immondices.
19. Accueil Temps Libre – Plan d'action 2013-2014 du Coordinateur de l'Accueil Temps Libre.
20. Acquisition d'un service de vidéo surveillance pluricommunal - Approbation des conditions et du mode de passation du marché.
21. Ecole Jeanne Rombaut – Démolition d'un mur et réalisation d'une nouvelle enceinte – Approbation des conditions et du mode de passation du marché.
22. Questions orales.
23. Approbation du projet de procès-verbal de la séance publique du 24 octobre 2013.

SEANCE A HUIS CLOS

24. Personnel communal – Mise en disponibilité.
25. Personnel enseignant – Demande de congé pour prestations réduites, à mi-temps, suite à une absence pour maladie d'un maître spécial d'éducation physique.
26. Personnel enseignant – Demande de congé pour prestations réduites justifié par des raisons familiales ou sociales sollicité par une institutrice maternelle.

EXTRAITS DE LA NOUVELLE LOI COMMUNALE

L.2231-4 : Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil. Les conseillers communaux peuvent obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la commune dans les conditions arrêtées par le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil. Ce règlement précise également les conditions arrêtées par le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil. Ce règlement précise également les conditions de visite des établissements et services communaux. La redevance éventuellement réclamée pour la copie ne peut en aucun cas excéder le prix de revient. Les conseillers communaux ont le droit de poser au collège des bourgmestre et échevins des questions écrites et orales. Le règlement d'ordre intérieur détermine les conditions d'exercice de ce droit

L.2223-1 : Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

L.2223-2 : Le conseil est convoqué par le collège des bourgmestre et échevins. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège des bourgmestre et échevins est tenu de le convoquer au jour et heure indiqués.

L.2223-3 : Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article 90, alinéa 3. Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition sans déplacement des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour. Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 91 peut prévoir que le secrétaire communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier, dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivant lesquelles ces informations techniques seront fournies.

L.2223-4 : Le Bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil. La séance est ouverte et close par le président.

L.2223-6 : Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article 87, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

L.2223-13 : Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ;

leurs noms seront insérés au procès-verbal. Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du Collège des bourgmestre et échevins de faire usage de cette faculté. Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires à l'ordre du jour aux membres du conseil.

L.2223-15 : Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages ; en cas de partage, la proposition est rejetée. Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels. Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels. Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

L.2213-2 : Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix. Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demandent.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu.

L'alinéa précédant n'est pas applicable aux scrutins secrets.

27. Mise en disponibilité pour convenances personnelles d'une institutrice primaire.
28. Diminution des prestations à raison de 6 périodes/semaine dans un emploi vacant d'une maîtresse spéciale de religion islamique.
29. Personnel enseignant – Ratification de désignations temporaires.
30. Approbation du projet de procès-verbal de la séance à huis clos du 24 octobre 2013.

PAR LE COLLEGE,

Le Directeur général,

Le Bourgmestre,

P. BLONDEAU

M. LENZINI